



Institut
EGA

Tibet : célébrations et « compassion » à l'ombre de la sinisation

Olivier Guillard

Chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega), directeur de l'observatoire du risque politique et social en Asie de l'Iega.

9 janvier 2026

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Comment citer cette publication :

Olivier Guillard, *Tibet : célébrations et « compassion » à l'ombre de la sinisation*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 9 janvier 2026.

66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Résumé	2
Introduction	3
La pomme de la discorde (de plus)	3
Réincarnation, sélection et faux semblant	4
L'année de la <i>compassion</i> , entre espérance et réalité	4
Visite (surprise) du président chinois à Lhassa : moins de célébrations que d'admonestation .	5
De la religion à l'éducation, une <i>sinisation</i> à des lieues de toute <i>compassion</i>	6
Bouddhisme Tibétain, socialisme et sinisation	6
La répression plutôt que la commisération ?	7
De mauvaise manière en déni	7
Délégations étrangères et soutien extérieur	8

Résumé

Le 6 juillet 2025, le gouvernement tibétain en exil célébrait depuis Dharamshala (État indien de l'Himachal Pradesh) avec ferveur le début de *l'Année de la compassion* et le 90^e anniversaire du 14^e Dalaï-Lama, lequel confia alors à son auditoire : « *Je ne suis qu'un simple moine bouddhiste ; je ne participe généralement pas aux célébrations d'anniversaire. Cependant, puisque vous organisez des événements autour de mon anniversaire, je souhaite partager quelques réflexions* ».

Un trimestre après la venue du président Xi Jinping à Lhassa (20-21 août 2025) pour le 60^e anniversaire de la Région autonome du Tibet (RAT), la communauté tibétaine commémorait (mi-novembre) le 75^e anniversaire de l'accession du Dalaï-Lama aux fonctions de chef spirituel et temporel de la communauté tibétaine.

Un événement symbolique à plus d'un titre célébré là encore avec ferveur à Dharamshala mais, ainsi qu'on l'imagine sans peine, sous la contrainte et avec infiniment plus de retenue et de discrétion à Chamdo, Nyingchi, Shannan ou Ngari (Tibet) ; pour dire le moins.

Le mois précédent, sur les hauts plateaux du *pays des neiges*, pour les Tibétains dans leur infinie majorité, il n'était en revanche guère question, pas plus en Himachal Pradesh que dans la Région autonome du Tibet (RAT) ou encore sur ses marges provinciales immédiates (cf. au Qinghai, Gansu ou au Sichuan chinois), d'envisager une quelconque célébration populaire, l'arrivée des soldats chinois au Tibet 75 ans plus tôt (octobre 1950) évoquant généralement plus d'amertume que de fortune.

Introduction

Voilà un semestre, alors que se profilaient – à Dharamshala¹ (Inde) et bien au-delà au sein de la communauté tibétaine en exil - les célébrations de son 90^e anniversaire², le 14^e Dalai-Lama, chef spirituel du bouddhisme tibétain, saisissait l'opportunité de ces cérémonies et de leur large couverture médiatique pour en quelques phrases précises, libres de tout équivoque, mettre un terme aux spéculations allant bon train quant aux conditions de sa succession (le moment venu), au mode de désignation du futur 15^e Dalai-Lama (sa réincarnation), et à qui revient cette exceptionnelle responsabilité : *« Le processus de reconnaissance du futur Dalai-Lama a été clairement défini dans la déclaration du 24 septembre 2011, laquelle stipule que cette responsabilité incombe exclusivement aux membres du Gaden Phodrang Trust, le bureau de Sa Sainteté le Dalai-Lama (...). Je réaffirme par la présente que le Gaden Phodrang Trust a l'autorité exclusive pour reconnaître la future réincarnation ; personne d'autre n'a le droit d'intervenir dans cette affaire »*³.

La pomme de la discorde (de plus)

On ne saurait se montrer plus clair ; si cette mise au point limpide du prix Nobel de la paix soulagea sinon combla la communauté tibétaine, enfin *rassurée* sur la pérennité de l'édifice, sur la résolution intacte de son chef spirituel, sur les conditions de sa succession, elle n'eût pas précisément le même effet lénitif dans la capitale chinoise, où l'on tient toujours le 14^e Dalai-Lama en très petite estime, quand on ne le gratifie pas des qualificatifs les plus rudes et les moins censés.

Ce d'autant moins que les cercles du pouvoir pékinois professent sur ces thématiques sensibles une thèse très différente de celle défendue par la population des hauts plateaux : à l'été 2025, le secrétaire adjoint du comité du Parti communiste chinois au Tibet assénait à son auditoire : *« Le gouvernement central a le dernier mot incontestable pour ce qui est de la réincarnation du Dalai Lama »*, ajoutant que la réincarnation du Dalai-Lama *« serait trouvée à l'issue d'une recherche nationale et approuvée par le gouvernement central, conformément aux rituels religieux stricts et aux coutumes historiques régissant la réincarnation des bouddhas vivants »*, avant de conclure, dans une réplique liminaire : *« La réincarnation n'a jamais été décidée par le Dalai-Lama lui-même »*⁴.

¹ 500 km au nord de la capitale indienne New Delhi. Siège du gouvernement tibétain en exil depuis la fin des années cinquante.

² Le 6 juillet 2025.

³ *Déclaration affirmant la pérennité de l'institution du Dalai-Lama* (rédigée le 21 mai ; rendue public le 2 juillet 2025).

⁴ Reuters, le 5 août 2025.

Réincarnation, sélection et faux semblant

Courant décembre, la République populaire rappelait aux foules sa *feuille de route* en la matière, en tentant de la polir sous des atours religieux ; et de confier le relais du discours pékinois à une autre autorité religieuse tibétaine, le 11^e Panchen Lama⁵, singulièrement infiniment plus en cour dans la capitale chinoise qu'auprès de la population de Lhassa, laquelle lui attribue le sobriquet éloquent de *fake Panchen Lama*⁶.

Le 11 décembre depuis Shigatse (250 km à l'ouest de Lhassa), reprenant un couplet familial, ce dernier (Gyalsten Norbu) affirmait quasi-solennellement :

- que les processus de réincarnation doivent être conformes aux lois chinoises, recevoir l'approbation de Pékin, et respecter le leadership du Parti communiste chinois⁷ ;
- que l'identification des « *bouddhas vivants* » réincarnés doit avoir lieu en Chine et être sanctionnée par le gouvernement central ;
- que le processus « *doit être mené sans aucune ingérence ni contrôle de la part d'organisations ou d'individus extérieurs au pays* ».

Une série de déclamations comme autant d'échos du discours frontal de Pékin sur le sujet qui, sans surprendre, aura plus nuit encore au crédit (déjà ténu) de son auteur que suscité l'engouement des Tibétains.

L'Année de la *compassion*, entre espérance et réalité

Le 6 juillet 2025, le gouvernement tibétain en exil (Central Tibetan Administration ou CTA) organisait à Dharamshala une grande célébration pour le 90^e anniversaire de Sa Sainteté, et le début de *l'Année de la compassion*⁸. « *Je ne suis qu'un simple moine bouddhiste ; je ne participe généralement pas aux célébrations d'anniversaire. Cependant, puisque vous organisez des événements autour de mon anniversaire, je souhaite partager quelques réflexions* ». Celui qui un soir d'octobre 1959 dut précipitamment fuir le *pays des neiges* et mener depuis lors une vie d'exil, saisit pour le plus grand plaisir de l'assemblée l'occasion de distiller quelques remarques et le fond de sa pensée : « *S'il est important de travailler pour le développement matériel, il est essentiel de se concentrer sur l'atteinte de*

⁵ Officiellement depuis des siècles, le panchen-lama est le deuxième plus haut dignitaire spirituel du bouddhisme tibétain, après le Dalai-Lama.

⁶ Voilà 30 ans (en 1995), la sélection du 11^e Panchen Lama (consécutivement au décès en janvier 1989 du 10^e Panchen Lama, Chökyi Gyaltsen) donnait lieu à une controverse, deux candidats (l'un 'présenté' par Pékin, l'autre par le Dalai-Lama) étant en lice. Peu après sa présentation, le dernier nommé disparut dans des circonstances troubles, pour ne plus jamais apparaître en public depuis lors. Agé de 35 ans et très proche de Pékin, l'actuel 11^e Panchen Lama est par ailleurs membre du plus haut organe consultatif politique chinois et vice-président de l'Association bouddhiste officielle de Chine.

⁷ *South China Morning Post*, 11 décembre 2025.

⁸ Laquelle s'étire donc du 6 juillet 2025 au 6 juillet 2026.

la paix intérieure en cultivant un bon cœur et en faisant preuve de compassion, non seulement envers ses proches, mais envers tout le monde. Ce faisant, vous contribuerez à rendre le monde meilleur (...). Merci de profiter de l'occasion de mon anniversaire pour cultiver la paix intérieure et la compassion. »

Une déclaration comme un acte de foi qui, bien sûr, n'aura guère été applaudie du côté du palais de l'Assemblée du peuple pékinois.

Visite (surprise) du président chinois à Lhassa : moins de célébrations que d'admonestation

Deux mois après que le Dalai-Lama ait réitéré que toute réincarnation proclamée par le gouvernement chinois ne serait pas reconnue par les bouddhistes tibétains, le secrétaire général du Parti communiste chinois et président Xi Jinping séjournait les 20-21 août à Lhassa, point d'orgue pour le PCC des célébrations du 60^e anniversaire de la création de la Région autonome du Tibet (RAT), pour ce qui constituait son 3^e séjour sur place⁹. Au programme de cette visite présidentielle (surprise), une cérémonie à Lhassa au pied du majestueux palais du Potala, sur une place toute aux couleurs du PCC (où un portrait du visiteur aura remplacé toute référence à Sa Sainteté) où plusieurs milliers d'individus (officiels et dignitaires chinois locaux majoritairement) assistaient *spontanément* à l'événement ; presque *religieusement* serait-on tenté de dire.

Le président chinois félicita du reste les autorités locales pour « *s'être engagées dans une lutte acharnée contre le séparatisme* », avant d'asséner à son auditoire : « *Pour gouverner, stabiliser et développer le Tibet, la première chose à faire est de maintenir la stabilité politique, la stabilité sociale, l'unité ethnique et l'harmonie religieuse* ». Sans bien sûr manquer d'appeler à une réglementation plus stricte des « *affaires religieuses* » et à la nécessité de « *guider le bouddhisme tibétain pour qu'il s'adapte à la société socialiste* »¹⁰.

Parmi l'audience locale tibétaine et les observateurs extérieurs, il en est fort peu qui auront décelés dans cette visite présidentielle et le discours abrupte tenu l'esquisse d'une main tendue de Pékin à la population tibétaine¹¹.

⁹ Visites en juillet 2011 et août 2021.

¹⁰ *BBC news*, 21 août 2025.

¹¹ *Jamestown foundation*, 19 septembre 2025.

De la religion à l'éducation, une *sinisation* à des lieues de toute *compassion*

Ces derniers mois, nombreuses ont été les voix à s'élever, sur les hauts plateaux du pays des neiges, sur ses marges ou dans les capitales occidentales concernées, contre la *sinisation* s'infusant sans discernement ni mesure dans la vie quotidienne de la population tibétaine ; auprès de la jeunesse notamment. Et nombre d'activistes des droits de l'homme, de revues¹², de s'interroger notamment sur l'opportunité et les méthodes d'éducation déployés dans certains *internats*, dont les activités et le mode opératoire viseraient à priver les enfants tibétains de leur identité, de leur religion et de leur culture tibétaines.

Selon International Campaign for Tibet (ICT), « *Les autorités chinoises intensifient l'endoctrinement idéologique des élèves tibétains du primaire par le biais de campagnes de rééducation « rouges », de propagande centrée sur Mao et d'entraînements de type militaire* ». Et des observateurs de dénoncer le fait que l'on exige des élèves de première année une « loyauté politique » envers le Parti communiste chinois (PCC), tout en s'employant à diluer leur identité culturelle et linguistique tibétaine¹³.

En octobre 2025, lors d'un séminaire organisé à Chengdu (Chine), les autorités chinoises défendaient leur approche éducative à l'intention de la jeunesse tibétaine ; selon un chercheur du *China Tibetology Research Center*, « *Le système des internats contribue à l'équité et au développement de haute qualité de l'éducation (...). Les internats du Xizang (Tibet) évoluent pour devenir un modèle éducatif respectant la culture ethnique et s'adaptant aux conditions géographiques uniques de la région. Grâce au soutien important de l'État, ils sont devenus un moyen essentiel d'améliorer la qualité et l'équité de l'éducation* »¹⁴.

Une présentation flatteuse n'emportant pas la conviction de tous ; le 9 décembre, la veille de la Journée Internationale des Droits de l'Homme, une coalition regroupant 148 ONG internationales au chevet du Tibet et de sa résiliente population, appelait le Haut-Commissaire des Nations unies à « *rompre le silence* » sur les internats coloniaux chinois destinés aux enfants tibétains au Tibet, considérant que ces institutions ont pour but de séparer les enfants tibétains de leurs familles et de leur identité afin de les assimiler à la culture dominante han¹⁵.

Bouddhisme Tibétain, socialisme et *sinisation*

Pas plus que l'éducation, le bouddhisme tibétain ne saurait passer outre les mailles serrées de la *sinisation* tous azimuts promue par les autorités centrales chinoises. Début décembre 2025, un rapport

¹² *The Tibet Post*, 21 novembre 2025.

¹³ *Phayul*, 14 novembre 2025.

¹⁴ *Xinhua*, 28 octobre 2025.

¹⁵ *The Tibet Express*, 9 décembre 2025.

d'International Campaign for Tibet (ICT) en faisait la démonstration, détaillant notamment qu'à l'occasion d'une visite au monastère de Xiahe (préfecture autonome tibétaine, province de Gansu) mi-novembre, un responsable chinois insista « *sur la nécessité de 'siniser' systématiquement le bouddhisme tibétain et de l'intégrer pleinement dans une société socialiste, enjoignant les responsables locaux à mettre pleinement en œuvre « la stratégie du Parti pour gouverner le Tibet dans la nouvelle ère* ». Et les moines de ce monastère de devoir prêcher « *une croyance et une action justes* » et de se conformer activement aux politiques religieuses, ethniques et sociales du Parti (PCC).

La répression plutôt que la commisération ?

On ne saurait dire, lors du semestre écoulé, que la chape de plomb et la répression sévissant au Tibet à l'encontre des populations *sino-sceptiques* aient connu quelque relâchement ; tant s'en faut. Ces derniers mois, l'actualité en la matière a été abondante et le traitement réservé aux *dissidents/séparatistes* particulièrement éloquent.

Début décembre, les autorités chinoises de la préfecture de Golog (province du Qinghai) arrêtaient sans préavis ni raison donnée l'abbé d'un monastère et fondateur-directeur d'une école professionnelle de Jiuzhi ; un mois plus tard, ce dernier n'est toujours pas réapparu en public¹⁶. Début décembre toujours, une défenseure des droits humains tibétaine et guide touristique professionnelle était assignée à résidence dans l'Amdo (Tibet oriental) accusée d'avoir provoqué des « *troubles sociaux* »¹⁷.

Pour rappel, quelques mois plus tôt, l'été dernier, une jeune Chinoise étudiant en France rentrée chez elle (au Hunan) était arrêtée puis détenue depuis lors à l'isolement, a priori accusée par les autorités d'« *incitation à la division du pays* », un crime passible de cinq ans de prison¹⁸.

Mi-décembre, dans un registre voisin mais pareillement confondant, la presse relatait que plusieurs dizaines de Tibétains avaient été arrêtés dans l'est du Tibet (près de Kashi) après avoir manifesté début novembre contre une exploitation (illécale) aurifère sur leur site de pâturage traditionnel¹⁹.

De mauvaise manière en déni

Le *Tibet Express* du 1^{er} décembre 2025 nous apprenait également que quelques jours plus tôt, lors du 18^e Forum des Nations unies sur les questions relatives aux minorités organisé au palais des Nations (Genève), la délégation chinoise tenta à plusieurs reprises d'interrompre la déclaration du représentant tibétain en exil, lequel s'employait lors de sa prise de parole à dénoncer le système colonial chinois d'internats au Tibet. Pour la délégation chinoise au forum, ce témoignage particulier sur une thématique si sensible ne pouvait simplement être tolérée ; et cette dernière, emportée par son courroux, asséna à

¹⁶ *The Tibetan Review*, 9 décembre 2025

¹⁷ *Phayul*, 9 décembre 2025.

¹⁸ *Tibetan Review*, 9 décembre 2025.

¹⁹ ICT, 19 décembre 2025.

l'audience que les propos en question « violaient la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine, la Charte des Nations Unies et le règlement intérieur du forum²⁰ » ; rien de moins.

Délégations étrangères et soutien extérieur

Toutes les délégations étrangères, dans ce forum onusien précis et dans pléthore d'autres, ne se montrent pas aussi abruptes, ulcérées, embarrassées par l'évocation de la question tibétaine contemporaine sous ses nombreux aspects. Courant décembre, la preuve en fut apportée à diverses reprises, sous des latitudes distinctes.

Ainsi, le 10 décembre notamment, en cette journée particulière célébrant tout à la fois la Journée internationale des droits de l'homme et le 36^e anniversaire de l'attribution du prix Nobel de la paix au Dalaï-Lama, des parlementaires de six nations distinctes (Australie, Chili, Fidji, France, Nouvelle-Zélande, République Tchèque) se déplaçaient à Dharamshala – siège du gouvernement tibétain en exil – pour rendre hommage au chef spirituel du bouddhisme tibétain et, à leur manière, prendre part à l'année de la *compassion* souhaitée par ce dernier²¹.

Le même jour, la délégation de l'Union européenne en Chine faisait part de sa déception face au fait que les 40 sessions de dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme et les 25 sommets UE-Chine n'aient pas abouti à des améliorations substantielles de la situation au Tibet. Et la délégation de l'Union européenne de « suggérer » que des comptes soient rendus sur le sort du 11^e Panchen Lama (Gedhun Choekyi Nyima), enlevé et disparu depuis 1995, avant d'ajouter, sur l'exercice de la liberté religieuse et le principe de non-ingérence : « *Nous continuons à demander à la Chine de respecter et de protéger les droits des personnes appartenant à des groupes religieux à exercer leur liberté religieuse sans ingérence. La sélection des chefs religieux devrait se faire sans ingérence du gouvernement et conformément aux normes religieuses, y compris pour la succession du Dalaï Lama.* »²²

En parallèle, au déplaisir que l'on devine aisément dans la capitale chinoise en cette « éprouvante » journée du 10 décembre, la communauté tibétaine ventilée de par le monde et ses sympathisants se prêtaient de meilleure grâce à cette commémoration annuelle, notamment en se mobilisant pacifiquement, de Genève à New York, de Toronto à Berlin, de Barcelone à San Francisco, devant les ambassades et les consulats chinois ou à proximité des édifices onusiens.

²⁰ Phayul, 1^{er} décembre 2025.

²¹ Tibet.net, 11 décembre 2025.

²² Tibetan Review, 11 décembre 2025.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org